

Fiche action n°3: MAINTENIR ET DÉVELOPPER LES SERVICES COLLECTIFS ESSENTIELS SUR LE TERRITOIRE

LEADER 2014-2020	PAYS DU TREGOR
Action n°3	MAINTENIR ET DÉVELOPPER LES SERVICES COLLECTIFS ESSENTIELS SUR LE TERRITOIRE
Sous-Mesure <u>19.2</u>	Aide à la mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la stratégie de développement local mené par les acteurs locaux
Objectif stratégique	<i>Attractiv'Trégor-Goëlo, pour un territoire vivant</i>
Objectifs opérationnels	Bien vivre en accompagnant l'évolution des modes de vie et l'adaptation aux enjeux du territoire
Date d'effet	21 avril 2015

Type et description des opérations

Face aux enjeux démographiques, aux évolutions des besoins et attentes des populations du Trégor et dans un contexte général de diminution des ressources, il s'agit d'innover dans la construction d'une offre en services adaptée aux réalités du territoire.

Ainsi, le maillage territorial de services doit s'étoffer, pour répondre aux besoins spécifiques à tous les âges de la vie. Le lien social et intergénérationnel est à réinventer sans cesse.

En reconnaissant les initiatives qui privilégieront la qualité et l'accessibilité des services, il convient particulièrement de soutenir les actions qui viseront à répondre à l'évolution des modes de vie :

- Répondre aux besoins des familles en mode de garde alternatif pour la petite enfance ;
- Développer les services nouveaux en faveur des enfants et des jeunes ;
- Répondre aux besoins émergents des personnes âgées ;
- Encourager les projets qui créent du lien social et intergénérationnel ;
- Accompagner les projets d'innovation sociale ;
- Inciter à la coordination, à l'hybridation et à la mutualisation des services ;
- Adapter l'accès aux services sportifs et culturels à de nouveaux publics, développer de nouvelles pratiques.

Exemples de projets

- Développement et expérimentation de modes de garde alternatifs et adaptés aux horaires atypiques, aux personnes en reprise d'activité professionnelle ;
- Création et développement de structures d'accueil des jeunes (+ de 13 ans), expérimentation des services d' "éducateurs de rue" en milieu rural ;
- Développement et expérimentation d'échange de services, systèmes d'échanges réciproques des savoirs;
- Création de plate-formes de services mutualisés (conciergerie d'entreprise, espace de co-working...)
- Développement et expérimentation concernant la mutualisation de services (physiques ou virtuels), de lieux de vie sociale ;
- Expérimentation pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées (garde de nuit itinérante) ;
- Développement de partenariat public/privé dans la mise en place de nouveaux services mutualisés ;
- Développement de l'offre de services à domicile ;
- Études, expérimentations, animations favorisant l'accès à de nouvelles pratiques de la culture et du sport, élargies à de nouveaux publics.

Bénéficiaires éligibles

Sont éligibles les personnes morales, publiques ou privées, telles que :

- les collectivités territoriales et leurs groupements
- les établissements publics
- les GIP
- les associations
- les SCIC, SCOP, SIAE et ESAT

Dépenses éligibles

Dépenses conformes au décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les FESI dont notamment :

- Dépenses de personnel (salaires = frais de personnel directs)
- Autres coûts directs en lien avec l'opération, dont :
 - travaux
 - acquisition ou location de matériel (roulant ou non roulant), logiciel
 - frais de missions : déplacement, d'hébergement de restauration,
 - frais de communication,
 - prestations d'études et de conseil
- Coûts indirects, correspondant aux frais de fonctionnement internes à la structure : calculés sur la base d'un taux forfaitaire de 15 % appliqué aux frais de personnel directs éligibles

Dépenses non éligibles

Les coûts inéligibles sont ceux prévus dans le décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les FESI (fonds européens structurels et d'investissement).

Type de soutien

Subvention

Lien avec d'autres réglementations

Tous les projets devront prendre en compte la réglementation européenne relative à l'encadrement des aides, dont notamment :

- Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 **déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur** en application des articles 107 et 108 du traité.
- Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne **aux aides de minimis**

Condition d'admissibilité

Outre les dispositions définies dans la réglementation européenne et nationale, l'Autorité de Gestion pourra si besoin recourir à des notes spécifiques afin de préciser d'autres dispositions complémentaires.

Un projet éligible à l'ITI FEDER n'est pas éligible au FEADER (mesure Leader), sauf en cas d'épuisement des crédits sur l'ITI du pays.

Critères de sélection

Afin de renforcer la cohérence entre les différents financements du contrat de partenariat, le principe de sélection des projets se traduira :

- par la grille de questionnement « *Qualité et durabilité* » du Conseil régional de Bretagne pour les

projets d'investissement ;

- par la grille de questionnement qualitative du Conseil régional de Bretagne pour les projets de fonctionnement et d'acquisition de matériels;

Les projets seront évalués selon le critère d'innovation décliné au Pays du Trégor de la manière suivante :
« Imaginer, expérimenter, évaluer et essayer de nouvelles solutions en termes d'outils, de méthodes et de gouvernance afin de mettre en œuvre ensemble des réponses au service du bien vivre sur notre territoire ».

MONTANT ET TAUX D'AIDE		
<i>En cas de recouvrement avec une autre mesure du PDR, l'intensité des aides prévue par la mesure correspondante du PDR devra être respectée.</i>		
Taux d'aide publique (TAP)	Porteurs publics ou OQDP	80%
	Porteurs privés	100% <i>Et dans la mesure où les règles d'intervention des cofinanceurs le permettent (cf. plus bas)</i>
Taux de cofinancement FEADER	Tous porteurs	80 % de la dépense co-financée
MODALITES SPECIFIQUES		
Plafonnement du TAP en fonction d'un régime d'aide d'Etat	Tous porteurs	Lorsque le projet relève d'un régime d'aide d'Etat : si ce dernier prévoit un TAP maximum inférieur au TAP prévu par la fiche action, le TAP appliqué au dossier correspond au maximum autorisé par le régime d'aide.
Plafonnement du TAP en fonction des contreparties financières du projet	Porteurs privés	Si le porteur de projet n'a pas réuni les contreparties nationales suffisantes, le TAP est diminué en fonction des contreparties effectivement acquises à la date de programmation du projet (dernier CUP)
	Porteurs publics ou OQDP	Si des contreparties privées sont acquises sur le projet d'un porteur public ou OQDP à la date de programmation du projet (dernier CUP), le TAP est diminué en conséquence.
Plafonnement du TAP en fonction de la réglementation ou des modalités d'intervention des cofinanceurs	Porteurs privés	Lorsque la réglementation ou un co-financeur exige un autofinancement ne permettant pas d'atteindre le TAP fixé dans la fiche action, le TAP est diminué en conséquence.
Plafonnement du TAP en fonction de l'épuisement des crédits	Tous porteurs	L'épuisement des crédits sur la fiche action en fin de programmation pourra entraîner un plafonnement de la subvention sur le dernier dossier programmé et donc une diminution du TAP
Subvention plancher à la programmation	Tous porteurs	Plancher de subvention FEADER à la programmation fixé à 5 000 €
Plafonnement de la subvention à la programmation	Tous porteurs	Dans le cadre d'une aide à l'investissement immobilier: - Plafond de subvention FEADER à la programmation fixé à 64000 € - ET taux d'aide minimum FEADER :10 % de la dépense éligible (Effet levier) Dans le cas où le plafond de subvention est atteint, le TAP est diminué en conséquence. Dans le cadre d'une aide au démarrage : Prise en compte de 1 ETP maximum par projet, et dans la limite de : 100 % du salaire brut chargé la 1ère année 80 % du salaire brut chargé la 2ème année 60 % du salaire brut chargé la 3ème année
AUTOFINANCEMENT	Porteurs publics ou OQDP	20% minimum d'autofinancement pour un porteur public (l'autofinancement NE POUVANT PAS appeler du FEADER)

Indicateurs de réalisation		
Type d'indicateurs	Indicateurs	Cibles
Réalisation	Nombre de dossiers programmés	20
Réalisation	Montant de dépense publique totale	537 500,00 €
Résultat	Nombre d'agents recrutés ou maintenus	5
Résultat	Équivalent en nombre d'ETP annuels créés / maintenus	3
Résultat	Nombre de nouveaux services créés	10
Résultat	Nombre d'études accompagnées	5
Résultat	Nombre d'opérations pilotes, d'expérimentations accompagnées	3